



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CRISTAL UNION établissement CRISTANOL

1 route départementale 20A
BP 3
51110 Bazancourt

Références : D2 i 2025 678
Code AIOT : 0005702992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement CRISTAL UNION établissement CRISTANOL implanté 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée en réaction à la déclaration par l'exploitant de l'incident survenu sur la cuve T74 dans la soirée du 12 au 13 juin 2025.

Cette visite a pour principal objet d'identifier les faits, les conséquences de l'incident et les mesures prises par l'exploitant ou à envisager.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL UNION établissement CRISTANOL
- 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005702992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cristal Union établissement Cristanol exploite une distillerie, classée SEVESO seuil haut au titre des stockages d'alcool.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

/

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'impact de l'incident est limité au site industriel et a été rapidement maîtrisé par l'exploitant. Une visite d'inspection approfondie sur cet incident est a été programmée pour la semaine du 16 juin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, Rapport incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.
Constats : Le 12 juin 2025 en fin de soirée, l'exploitant a détecté une fissure au niveau d'un cordon de soudure d'une virole du réservoir T74 de 10 000 m3 contenant de la vinasse de betteraves entraînant une fuite du produit dans et hors de la rétention (rétention commune avec 3 autres cuves). Lors de l'ouverture de la fissure, de la vinasse a été projetée hors de la rétention et s'est répandue le long de son muret, sur une partie enherbée à l'intérieur du site industriel. Après

projection des premiers jets hors de la rétention, le produit s'écoule et est contenu au sein de la rétention. La perte de produit contenu dans la rétention est estimée entre 5 à 6000 m3.

L'Inspection a été informée le 13 juin au matin de l'incident et des actions engagées. Lors de l'inspection de ce jour, il a été constaté :

- la récupération de la vinasse épandue hors de la rétention et un décapage des terres impactées sur une longueur d'environ 90 mètres le long de la rétention (volume de terres récupérées estimé à environ 30 m3),
 - la mise en place d'une pompe de 100 m3/h installée pour vider la rétention et rediriger la vinasse vers une autre capacité de stockage,
 - des odeurs de vinasse ressenties au droit des installations impactées, mais qui n'ont pas été ressenties au niveau du village de Bazancourt (tournée réalisée en sortie d'inspection),
- Sur l'incidence sur le fonctionnement du site, l'exploitant a procédé à la mise en sécurité de la ligne de production.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément aux dispositions réglementaires, il est attendu la transmission d'un rapport d'incident détaillé identifiant les causes racines, les effets sur l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter la survenance d'un incident similaire.

Type de suites proposées : Sans suite